

Victoire des étudiant·e·s : mise en place de protections périodiques gratuites dans les CROUS et services de santé universitaires !

Frédérique Vidal a annoncé la mise à disposition de protections périodiques gratuites dans les résidences universitaires et sur les services de santé des universités. L'UNEF ainsi que de nombreuses associations féministes se mobilisent depuis des années pour cette mesure, qui est essentielle pour lutter contre la précarité menstruelle. Si nous demeurons vigilant·e·s sur sa mise en application qui reste pour le moment floue, cette mesure tant revendiquée est une avancée dans le combat contre la précarité et le sexisme.

Une bataille de longue date de l'UNEF contre la précarité menstruelle

La précarité menstruelle est depuis des années une préoccupation majeure de l'UNEF, qui constate dans son travail syndical quotidien que la forte précarité financière des étudiant·e·s affecte aussi les dépenses pour des produits de première nécessité, telles que les protections périodiques. Engagé·e·s pour l'égalité, nous dénonçons depuis longtemps les écarts de budget entre femmes et assignées et hommes et assignés. **Ainsi, notre enquête annuelle sur le coût de la vie étudiante avait mis en évidence dès 2019 un écart de 117% (123,32% en 2020) entre le budget des femmes et assignées et celui des hommes et assignés pour leurs besoins essentiels. Cet écart était en partie dû au coût des protections périodiques : en 2020, l'achat de protections périodiques représente en moyenne un budget de 103€ par an, une somme importante pour un budget étudiant.**

Par ailleurs, en juin 2020, nous dénonçons le faible nombre d'universités **permettant l'accès gratuit aux protections périodiques dans notre enquête sur les discriminations dans l'Enseignement supérieur : seules 8,5% mettaient en place de tels dispositifs**

Des mobilisations établissements par établissements, CROUS par CROUS pour imposer l'accès gratuit aux protections périodiques

Depuis 2017, les sections locales de l'UNEF agissent sur leurs campus aux côtés des associations féministes pour imposer l'accès gratuit aux protections périodiques. Après l'Université de Lille ayant mis en place des distributions à la suite des revendications portées par l'UNEF, nous avons agi, soutenu des initiatives et obtenu des distributions gratuites à Sorbonne-Université ou encore à l'Université d'Evry. Sur plusieurs territoires, face à l'absence de prise en compte de cette problématique par l'État et les universités, les militant·e·s de l'UNEF ont organisé eux-mêmes des distributions de protections périodiques comme en Lorraine, en Bourgogne ou encore à Sciences-Po. **Toutes ces actions ainsi que les différentes pétitions locales portent aujourd'hui leurs fruits !**

Une mise en place aux contours encore flous : nous resterons vigilant·e·s pour garantir un accès de tou·te·s aux protections périodiques !

La mise en place concrète de la mesure reste cependant floue. Pour l'instant, l'accès se ferait au sein des CROUS et des services de santé universitaires. **Or, il est essentiel que ces distributeurs soient présents dans le plus d'espaces possibles** : des toilettes aux bâtiments universitaires, en passant par les restaurants et cités universitaires. Par ailleurs, il est essentiel de ne pas se contenter de distributeurs mais d'organiser des distributions de plus **grandes quantités** et correspondant à des **flux différents**, directement envers les étudiant·e·s. De plus, lorsque ces protections périodiques sont installées dans les toilettes, elles doivent également être accessibles dans **les toilettes des hommes et les toilettes neutres car les hommes transgenres ou encore les personnes non-binaires ont aussi leurs règles. Ainsi, nous resterons particulièrement vigilant·e·s sur les suites données à cette annonce !**

Afin de mettre totalement fin à la précarité menstruelle, de continuer de lutter contre les difficultés liées aux règles et contre les inégalités de genre, nous revendiquons :

- **La mise en place de distributions et de distributeurs dans l'ensemble des établissements universitaires et la totalité de leurs sites**
- **La reconnaissance des protections périodiques comme des produits de première nécessité**, disponibles partout gratuitement comme c'est le cas en Ecosse depuis quelques mois
- **Une campagne d'information sur l'endométriose** au sein des services de santé universitaires, la **formation** des personnels et **l'adaptation des formations** pour les étudiant·e·s touché·e·s par cette maladie (notamment la levée de l'assiduité)
- **La fin de la taxe rose**
- **Le remboursement intégral par la Sécurité Sociale de tous les moyens de contraception**
- La transformation du « chèque psy » en un **chèque santé pérenne permettant une visite gratuite par an chez le·la gynécologue** et l'augmentation des professionnels au sein des services de santé universitaires

Contact :

Elisabeth ABANDA AYISSI

Attachée de presse de l'UNEF

06.03.55.45.28 / presse@unef.fr